

Enfin des élections avec du suspense...

BURKINA FASO La transition, entamée il y a 13 mois, s'achève comme promis

► Il y a 13 mois, Blaise Compaoré, au pouvoir depuis 1987, était chassé par les Burkinabés.
► Les premières élections libres ont lieu ce dimanche.

Il y a un peu plus d'un an, le 29 octobre 2014, le Burkina Faso entrait dans l'histoire en chassant le président Blaise Compaoré, au pouvoir depuis 1987, et qui voulait modifier la Constitution pour brigner encore un mandat de plus. Le soulèvement réussi des jeunes Burkinabés avait fait souffler un vent d'espoir dans tous les pays africains où des chefs d'Etat étaient tentés de s'accrocher au pouvoir de la même façon.

Treize mois plus tard, les 5,5 millions d'électeurs burkinabés vont donc, couronnement d'une longue transition, élire ce dimanche leur prochain président et leurs parlementaires. « C'est la première élection à suspense, a expliqué à RFI le politologue Abdoul Karim Saïdou du Centre pour la gouvernance démocratique. Depuis l'arrivée au pouvoir de Blaise Compaoré, on a assisté à des simulacres d'élections. Les résultats étaient connus d'avance. Cette fois-ci, on pense qu'il y aura un second tour, ces élections sont vraiment historiques. »

Pour gérer la transition, qui avait pour but essentiel de préparer ces élections démocratiques, les principaux acteurs du pays (armée, partis politiques, société civile, autorités religieuses et coutumières) avaient choisi un diplomate, Michel Ka-

fando, comme président par intérim. Son gouvernement a d'abord inscrit l'article 37 de la Constitution, qui proclame que le président est élu pour un man-

dat de 5 ans renouvelable une fois, parmi les dispositions interdites de modification. Il a aussi voté une loi déclarant inéligibles les proches de l'ancien président ayant soutenu son projet de modification de la Constitution.

Une mesure qui a fortement déplu à certains, et qui a failli faire dérailler la transition : le 16 septembre dernier, des hommes de l'ancienne garde présidentielle de Compaoré ont tenté un coup d'Etat, prenant en otage le président de transition et son Premier ministre. Un putsch qui a fait 15 morts mais a finalement échoué grâce à la mobilisation populaire. Les élections, prévues le 11 octobre, ont été repoussées au 29 novembre.

Pour la présidentielle, les électeurs devront choisir parmi 14 candidats. Les membres de l'équipe qui a géré la transition ne pouvaient se présenter cette fois-ci : ils devront attendre la prochaine échéance, en 2020. Mais même si les principaux soutiens de Compaoré ont été déclarés inéligibles, la plupart des candidats à la présidentielle ont, à un moment ou un autre, travaillé avec l'ex-président.

Candidats liés à Compaoré

Un des favoris, Roch Marc Christian Kaboré, a travaillé avec Compaoré pendant 26 ans, notamment au poste de Premier ministre puis de président de l'Assemblée, mais il avait quitté le parti présidentiel, le CDP (Congrès pour la démocratie et

le congrès) dix mois avant la chute du régime.

Son principal challenger, Zéphirin Diabré, a lui aussi été ministre puis haut fonctionnaire pour Compaoré, mais il a quitté le parti à la fin des années 90. Il faut aussi compter avec Saran

Séré Séré, une des deux candidates féminines, qui avait pris la tête des femmes s'opposant en 2014 à Compaoré.

Le parti de Compaoré, le CDP, jadis quasi parti unique, reste le parti le plus largement implanté dans le pays même si ses principaux candidats ont été déclarés inéligibles. Pour les législatives, ils ont été remplacés par d'autres, et le parti espère jouer un rôle d'arbitre, notamment s'il y a un second tour à la présidentielle, ce qui est probable.

Mais dans un pays où les deux tiers de la population ont moins de 30 ans et n'ont jamais connu un autre président que Blaise Compaoré, il y a toute une éducation citoyenne à mener. Le Balai citoyen, un des groupes ayant contribué à chasser le président, a parcouru le pays pour expliquer aux électeurs qu'il faut voter « pour un projet de société » et non parce qu'on a reçu « un pagné, un sac de riz, un cadeau ».

« Le but était qu'il y ait des élections libres et démocratiques, mais l'objectif n'est jamais atteint, souligne Rasmane Zognaba, du Balai Citoyen. Le peuple a donné son sang. Il faut que le prochain président comprenne qu'il n'est qu'un locataire du palais présidentiel et que les députés comprennent qu'ils sont des employés du peuple burkinabé. Sinon, nous les balaiérons de nouveau ! » ■

VÉRONIQUE KIESEL

